

Participer aux débats dans les établissements, dans les assemblées générales... sans se cantonner aux thèmes proposés par le MESR

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a annoncé l'écriture d'une nouvelle loi d'orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche revenant sur la loi Pacte pour la Recherche et la loi LRU. Le SNESUP est, depuis longtemps, demandeur d'un grand débat national portant sur l'avenir du service public d'enseignement supérieur et de recherche. En 2009, les universitaires, les scientifiques, tous les personnels se sont mobilisés à un niveau inégalé depuis 50 ans, traduisant l'importance des attentes et revendications de la communauté universitaire et scientifique.

C'est d'une rupture avec les politiques menées depuis une dizaine d'années que le pays a besoin et non d'aménagements à la marge. Cette rupture doit être amorcée par des mesures immédiates législatives, réglementaires et budgétaires. Elle passe par l'abrogation du pacte pour la recherche, de la loi LRU et de ses décrets d'application (comités de sélection...), du décret statutaire des enseignants-chercheurs, par l'abandon des processus dits « d'excellence » pour stopper le creusement des inégalités entre établissements, par l'abrogation de textes liés à la réforme de 2009 de la formation des enseignants...

L'avenir du service public d'enseignement supérieur et de recherche est un enjeu majeur pour la société et fait apparaître plusieurs exigences. Que l'enseignement supérieur et la recherche se développent indépendamment des pressions émanant des forces politiques, économiques et religieuses, au service des besoins sociaux. Que la recherche puisse explorer avec curiosité et sans limitation le champ de la connaissance. Que les formations (initiale, continue, Formation Tout au Long de la Vie...) puissent développer, en lien avec la recherche, l'esprit critique, les connaissances nécessaires pour la vie citoyenne et professionnelle au profit de toutes les catégories sociales et générationnelles. L'ensemble de ces missions doit bénéficier de l'échange, de la coopération au niveau national, européen et international.

Contrairement à ce qui s'est passé en 2004 après les États Généraux de la Recherche, le SNESUP demande que les personnels soient étroitement associés et que soit pris en

compte le débat démocratique qu'il souhaite voir organiser. Geneviève Fioraso a indiqué la méthode que le gouvernement entend mettre en œuvre (assises régionales les 15-18 octobre, suivies d'assises nationales les 26-27 novembre) pour aboutir à un projet de loi début 2013. Nous sommes inquiets sur la manière dont s'organisent ces assises et notamment sur la façon marginale dont les personnels et leurs organisations représentatives risquent d'être associés.

En outre, les trois thèmes, à savoir la réussite de tous les étudiants, la réorganisation de la recherche, la révision de la gouvernance des établissements et des politiques de sites et de réseaux, ne recouvrent pas l'ampleur et la diversité des questions soulevées par la communauté. Certaines sont absentes comme celle des personnels ou encore celle des dotations des établissements ou des organismes. Or, nous ne pourrions mener à bien nos missions avec des personnels de plus en plus précaires et des fonctionnaires titulaires aux carrières et salaires dégradés, sans moyens supplémentaires accordés aux établissements. La révision de la gouvernance des établissements et la poursuite des politiques de site et de réseaux sans arrêt des dispositifs d'investissements d'avenir sont bien en deçà des attentes de la communauté universitaire.

Afin de peser pour nos revendications, dans le prolongement de « L'APPEL DU SNESUP POUR UNE RUPTURE PROFONDE ET DES MESURES IMMÉDIATES POUR LE SERVICE PUBLIC D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE » lancé à la mi-janvier 2012, le SNESUP a élaboré le matériel suivant.

Le SNESUP appelle chacun à organiser et participer aux débats et AG locales, à favoriser l'expression de la voix de la communauté universitaire, à mettre en discussion ses propositions. Il appelle chacun à construire les rapports de force et les mobilisations pour imposer les attentes et les revendications de la communauté universitaire.